



Joël BRUNEAU
Député du Calvados

Ma lettre d'information

N°8 - Décembre 2025

Vote du Projet de loi de financement de la Sécurité sociale

Clairement le texte que **j'ai voté en conscience** n'est **pas satisfaisant**.

Fruit d'un compromis difficile entre des aspirations contraires, il présente à mes yeux au moins **trois graves défauts**.

D'abord en actant la **suspension de la réforme des retraites**, il laisse penser que les Français pourraient s'affranchir des réalités démographiques qui s'imposeront quoi qu'il arrive.

Ensuite, il prévoit une **augmentation de la CSG** - certes moins importante que voulue par la gauche puisque l'épargne populaire, l'assurance-vie et les revenus fonciers seront exclus - donc une hausse des prélèvements obligatoires alors que nous sommes déjà à un niveau record.

Enfin, il affiche un **déficit de près de 20 milliards**, ce qui en clair signifie que nous demandons à nos enfants et petits enfants de payer demain nos retraites et nos dépenses de santé d'aujourd'hui.

Pour autant j'ai voté ce texte car sans PLFSS la situation serait pire encore, avec un déficit de l'ordre de 30 milliards !

De plus, regardons les choses en face.

J'entends bien et comprends certains responsables de parti appeler à s'y opposer en pensant à l'élection présidentielle de 2027 mais en attendant, on fait quoi ?

Suivre ceux qui veulent précipiter les échéances au risque de déstabiliser encore plus nos institutions ? Provoquer des législatives anticipées qui brouilleraient les municipales alors que c'est l'action locale qui tient encore ce pays ?

Ce qui est certain c'est que **notre système de protection sociale a besoin d'être profondément réformé si nous voulons éviter sa faillite**.

On sait à peu près ce qu'il **faudrait faire** si nous disposions d'une majorité pour le décider :

- **augmenter la durée de cotisation** pour la retraite
- **Indexer seulement les 1000 premiers euros** des pensions et allocations
- **Rompre avec le tout gratuit** en matière de soins en appliquant une franchise annuelle
- **Restructurer l'offre hospitalière** et revoir le maillage de l'offre. Nous avons plus de lits par habitant que les pays du nord de l'Europe et des résultats sanitaires beaucoup moins bons, notamment en mortalité infantile.
- **Décentraliser** en confiant les EHPAD aux départements et les hôpitaux aux régions, avec l'objectif de débureaucratiser le système, ce qui passe par la volonté de remettre les soignants au cœur du système
- Investir réellement dans la **prévention** avec par exemple comme dans d'autres pays une visite médicale obligatoire tous les 5 ans
- **Alléger la charge qui pèse sur les actifs** (cotisations salariales et patronales) en compensant par une hausse de la TVA ou de la CSG (sans augmentation globale des impôts mais en les répartissant différemment)

Voilà quelques pistes qui pourront - pourraient - faire l'objet d'un grand débat national. Aujourd'hui ni les Français ni leurs élus n'y sont prêts.

En serons nous capables collectivement en 2027 lors de la campagne des présidentielles plutôt que nous réfugier dans le confort des solutions à courte vue.

C'est toute la question ...



À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Énergie : notre rapport pour enfin faire preuve de lucidité sur notre politique énergétique

Alors que nos assemblées débattons prochainement de notre politique énergétique, nous avons **présenté avec mon collègue sénateur Patrick Chaize notre rapport sur l'évolution du mix énergétique français et ses conséquences.**

Ce rapport a pour vocation d'**éclairer le débat** avec des données fiables qui s'appuient sur les auditions de plus de 60 experts (chercheurs, entreprises, fonctionnaires...), **loin des positions et postures idéologiques** qui parasitent bien trop souvent ce débat crucial pour notre avenir.

De ce rapport très riche et de nos 9 recommandations, je souhaite **mettre l'accent sur deux éléments** majeurs à l'approche de l'examen de la loi de programmation de l'énergie :

1/ Depuis 20 ans, contrairement à ce que nous pourrions penser, la consommation d'électricité en France stagne, voire diminue légèrement. Cela pour de bonnes (sobriété, meilleure efficacité des équipements) comme de mauvaises (désindustrialisation) raisons. Pourtant, **en parallèle, la production n'a jamais cessé de croître** avec notamment l'apparition des énergies renouvelables solaires et éoliennes.

Cet état de fait a des impacts majeurs positifs - avec par exemple l'exportation d'électricité - comme négatifs en terme de stabilité du réseau mais également de prix de l'électricité avec l'obligation de rachat de l'électricité, même lorsque nous n'en n'avons pas besoin ou lorsque les prix du marché sont négatifs, ce qui crée une charge pour le budget de l'État.

2/ S'il est évidemment indispensable de lancer dès maintenant d'importants investissements pour renouveler notre parc nucléaire, il est surtout **crucial d'orienter les investissements de l'État vers l'électrification de la demande** (chauffage, transports, industrie) avant l'installation de nouvelles sources de production.

Il s'agit là à la fois de mettre la **priorité à la décarbonation** de notre mix alors que 60% de l'énergie consommée en France est encore d'origine fossile (cela n'a pas bougé en 20 ans) et de ne pas déséquilibrer davantage notre réseau.

Je vous invite à retrouver l'intégralité de notre rapport et de nos recommandations en cliquant [ici](#).



Tour de l'ex-CHU : un an plus tard, la démolition confirmée

Il y a **un an**, j'avais **interpellé le Gouvernement** sur le devenir de la tour du CHU de Caen qui risquait, si aucune décision n'était prise, de **devenir un poids sur les finances du CHU** pour de nombreuses années. Dans le contexte actuel, nos hôpitaux n'ont pas besoin de charges financières supplémentaires autre que pour du soin.

Le Gouvernement s'était alors engagé à mener une étude sérieuse sur le bâti puis à revenir vers nous afin de donner ses conclusions et de trancher entre la démolition et la reconversion.

Un an plus tard, l'étude réalisée est sans appel :

- La **reconversion** du bâtiment coûterait à minima **200 millions d'€** sans pouvoir réutiliser l'intégralité de la surface dont la moitié ne peut recevoir la lumière naturelle

- La **démolition**, initialement estimée autour de 100 millions d'€ coûterait en réalité aux alentours de **70 millions d'€ compte tenu de l'évolution des techniques de recyclage des matériaux**

La **décision a donc été prise de démolir cette tour**. Il s'agira maintenant de **trouver les ressources** nécessaires à ce projet, en réalisant par exemple un tour de table financier avec l'ensemble des collectivités locales et en valorisant les terrains ainsi libérés.



Urgences du CHU : il y a urgence à agir

Fin octobre, nous avons appris la **décision de retirer les internes du service des urgences du CHU** de Caen en raison d'un nombre insuffisant de médecins permettant leur encadrement et donc de réaliser **deux des missions fondamentales d'un CHU : former et soigner**.

Le 12 novembre, lors de la séance des Questions d'actualité au Gouvernement, j'ai **interpellé le ministre** de la santé à ce sujet. Je **salue le travail réalisé par le CHU, l'ARS et le ministère** pour faire face à l'urgence. La régulation par le 15 et l'appel à la réserve ont incontestablement été un succès.

Après l'urgence, nous **il nous incombe désormais de trouver des solutions pérennes** face à la perte d'attractivité des urgences du CHU pour les médecins. Alors qu'il manque entre 15 et 20 urgentistes

pour retrouver un fonctionnement normal, nous devons oeuvrer sur tous les fronts, de l'organisation des urgences à l'échelle du département à la question des rémunérations des médecins.

Retrouvez l'intégralité de mon intervention [ici](#).



En circonscription

13 novembre 2015 : il y a 10 ans déjà ...

Le temps passe mais la douleur reste vive.

Comme chaque Français, mes pensées se tournent aujourd'hui vers les familles et les victimes du 13 novembre 2015.

10 ans plus tard, le meilleur hommage que nous pouvons leur rendre est de ne jamais céder face au terrorisme islamiste.



11 novembre dans la circonscription

Des repas à partager avec nos aînés

Le BTP attire la jeunesse



De Louvigny à Audrieu en passant par Authie, Fontenay-le-Pesnel ou encore Caen, le 11



Loin de l'Assemblée, tout au long de l'automne, j'ai eu le plaisir de participer à de nombreux repas



Les métiers du bâtiment sont des acteurs clés pour répondre aux nombreux défis de

novembre est une journée qui rassemble.

Nous **honorons la mémoire de tous ceux qui ont donné leur vie pour la France** lors de cette terrible guerre entre nations européennes.

Alors que l'Europe connaît de nouveau la guerre et que la situation géopolitique est toujours plus instable, **la participation des jeunes** à ces commémorations prend un sens tout particulier.

des aînés dans les communes de la circonscription.

Ces véritables moments conviviaux permettent de cultiver le lien local entre les habitants, participent à la vie des communes et surtout luttent contre l'isolement réel de trop nombreux seniors.

demain ainsi que de grands pourvoyeurs d'emplois.

C'est pourquoi je **salue l'initiative menée par la Région et la Fédération Française du Bâtiment** qui ont fait découvrir à de nombreux jeunes ces métiers sur l'impressionnant chantier de construction de la nouvelle école d'ingénieur sur la Presqu'île.

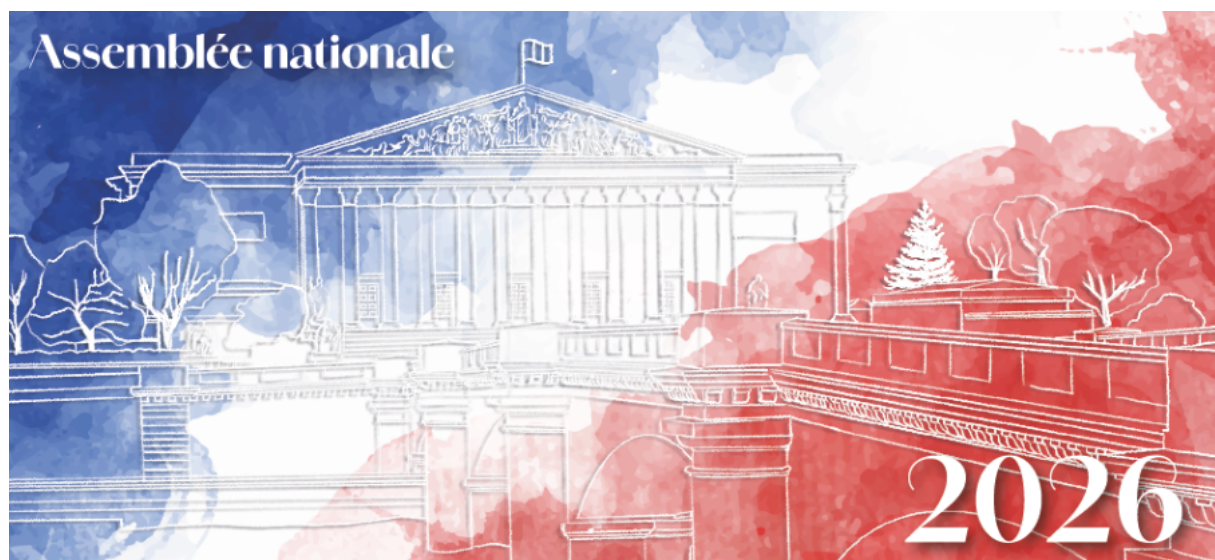
Joyeux Noël et bonnes fêtes de fin d'année !

Alors que l'année 2025 s'achève, je vous **souhaite à toutes et à tous de passer un joyeux Noël et de belles fêtes de fin d'année** en famille ou entre amis. J'ai naturellement une **pensée pour toutes celles et tous ceux qui souffrent malheureusement de la solitude** en cette période.

Que 2026 soit pour chacun d'entre vous une année de réussite et pour notre pays une année utile où le débat sur les voies du redressement collectif l'emporte sur les stratégies d'ambitions individuelles.

A très bientôt.

Joël BRUNEAU



ME RENCONTRER

Mes permanences

Thue et Mue - Sans rendez-vous

Le 1er samedi de chaque mois de 9h à 11h.

Adresse : Mairie de Bretteville l'Orgueilleuse, 10 place des canadiens, 14740 Thue et Mue

Tilly-sur-Seulles - Sans rendez-vous

Le 2e samedi de chaque mois de 9h à 11h.

Adresse : Hôtel de Ville, 5 place Général de Gaulle, 14250 Tilly-sur-Seulles

Caen - Sur rendez-vous

Adresse : Permanence parlementaire, 10, avenue de l'Hippodrome, 14000 Caen

ME CONTACTER

Permanence parlementaire

10, avenue de l'Hippodrome - 14000 CAEN

Assemblée nationale

126, rue de l'Université - 75355 PARIS

Contacts

Téléphone : 02 31 71 03 29

Mail : joel.bruneau@assemblee-nationale.fr

Vous connaissez quelqu'un qui souhaite recevoir la Newsletter ?

Transmettez lui le lien pour s'abonner : <https://form.qomon.org/formulaire-dabonnement-54/>

